



Venezuela : Capriles, le candidat de droite « face à Chavez »

Par [Jean-Guy Allard](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 18 avril 2013

michelcollon.info 12 février 2012

Note : Cet article a été écrit lors des élections de 2012 au Venezuela alors que Capriles faisait face à Chavez.

Comme prévu, le jeu des alliances entre les candidats a permis à Capriles de s'imposer en récoltant la majorité des votes lors des élections internes organisées dimanche dernier [12 février 2012] par la coalition *Mesa de la Unidad Democrática* (MUD). Selon des observateurs, ses "commandos de campagne" ont commis des fraudes électorales (prosélytisme politique illégal aux abords des centres de vote, achat de suffrages, etc.).

Le leader du parti Primero Justicia est né le 11 juillet 1972, à Caracas, au sein d'une des familles les plus privilégiées du Venezuela. D'origine russo-polonaise juive, sa mère, Mónica Cristina Radonski Bochenek, est propriétaire d'un célèbre complexe de cinémas. En ce qui concerne le père du nouveau candidat, Henrique Capriles García, il est issu d'une famille juive hollandaise de Curaçao. Les deux familles ont des intérêts dans les moyens de communications, dans diverses industries, dans des entreprises de services ainsi que dans le secteur immobilier. Capriles a suivi des études à la très conservatrice Universidad Católica Andrés Bello (UCAB) de Caracas. Il a également fréquenté l'université Columbia, de New York.

Collaborateur avéré de l' « ambassade »

Le nom de Capriles apparaît dans des archives du Département d'État publiées par Wikileaks concernant l'opération menée contre l'ambassade cubaine de Caracas ainsi que l'assassinat du procureur Danilo Anderson. Les documents révèlent une complaisance manifeste de l'ambassade américaine à Caracas envers le leader du parti Primero Justicia, de tendance fasciste. Partout, les références à son rôle dans l'attaque de l'ambassade cubaine et dans d'autres activités illégales y ont été censurées.

A travers ces rapports, l'ambassade reconnaît implicitement non seulement que Capriles, aujourd'hui gouverneur de l'État de Miranda, coopère avec elle, mais aussi que les très nombreux paragraphes tombés sous le coup des censeurs de Washington portaient sur des activités de collaboration inavouables.

Le 12 avril 2002, aux heures les plus tendues du coup d'État, l'ambassade de Cuba a été attaquée par un groupe de manifestants d'extrême droite emmené par Salvador Romání et Ricaro Koesling, deux hommes connus au Venezuela pour leur implication dans des actes terroristes contre l'île. Sont rapidement venus se joindre à eux Capriles et un assassin, à

savoir l'ex-commissaire de la DISIP (la direction des services d'intelligence et de protection), Henry López Sisco. Les manifestants ont coupé l'approvisionnement en électricité et en eau du bâtiment, détruit les véhicules des diplomates et encerclé l'ambassade pour empêcher tout fonctionnaire de sortir.

Capriles a été filmé par des télévisions vénézuéliennes. On peut le voir monter un escalier, sauter par-dessus le mur de l'ambassade pour entrer et menacer l'ambassadeur, Germán Sánchez Otero, de redoubler de violence si celui-ci ne consentait pas à livrer les fonctionnaires vénézuéliens que Capriles croyait cachés dans le bâtiment.

Ce 12 avril, Capriles – alors maire de la municipalité de Baruta, où se trouve l'ambassade cubaine – a non seulement refusé de prendre des mesures afin que sa police intervienne pour mettre fin aux actes de violence, mais sur les lieux, il a également insisté pour “inspecter” l'ambassade, un acte contraire aux conventions internationales. En outre, il a ensuite fait des déclarations provocantes.

Capriles s'est également rendu complice de la détention arbitraire de Ramón Rodríguez Chacín, alors ministre de l'Intérieur et de la Justice, ainsi que de la violation de son domicile.

L'assassinat du procureur Anderson

Le 16 mars 2004, après de longues tergiversations inspirées par la droite sur les circonstances de l'attaque, le procureur Anderson, chargé du dossier de plus de 400 personnes suspectées d'avoir participé au coup d'État d'avril 2002, délivre un mandat d'arrêt à l'encontre de Capriles, l'accusant de violation des principes fondamentaux du droit international, de violation de propriété privée et d'abus de pouvoir.

Alors que se tiennent les procès, Capriles reste en détention jusqu'en septembre.

Le 18 novembre, le jeune procureur Anderson est tué dans l'explosion de son véhicule, provoquée par une bombe faite de plastic C-4 et d'un aimant d'une grande puissance, un dispositif que les terroristes cubano-américains utilisent fréquemment.

Une liste des auteurs intellectuels de l'assassinat a été publiée. Y figurent entre autres Salvador Romání, un avocat d'origine cubaine, ainsi que l'escroc financier Nelson Mezerhane, actionnaire de Globovisión, la journaliste putschiste Patricia Poleo, le général traître Eugenio Áñez ainsi qu'Henry López Sisco, un ancien commissaire tortionnaire de la DISIP, qui a opéré pendant des années aux côtés du terroriste Posada. La plupart d'entre eux sont maintenant établis à Miami.

Un autre complice, Ricardo Koesling, trempe dans le terrorisme cubano-américain depuis les années 1970. Il a même aidé Luis Posada Carriles à s'évader de la prison de San Juan de los Morros, en 1985, à une époque où il collaborait avec le gouvernement de Jaime Lusinchi.

Parmi les suspects – tous liés à Capriles – qui ont trouvé refuge à Miami, on compte également un autre vétéran de la DISIP, Joaquín Chaffardet, formé, tout comme López Sisco, par les services secrets américains dans la célèbre École des Amériques.

Primero Justicia, pur produit de l'USAID, de la NED et de l'IRI

En 2000, Henrique Capriles Radonski a fondé, avec Leopoldo López, le parti Primero Justicia. Cette formation politique a été conçue grâce au fonds et aux conseils reçus de

l'USAID, par le biais du National Endowment for Democracy (NED) et de l'International Republican Institute (IRI) ; des experts du Parti républicain des Etats-Unis ont même été mis à disposition pour concevoir la plateforme politique ainsi que la stratégie de communication.

Cette année, au prétexte de soutenir la démocratie, l'USAID a déjà promis une "donation" de cinq millions de dollars à la droite vénézuélienne. Annoncée à Miami par Mark Feierstein, le chef de l'agence gouvernementale américaine pour l'Amérique latine, cette mesure constitue une violation de la loi de défense de la souveraineté politique et de l'autodétermination nationale, laquelle interdit depuis fin 2010 le financement extérieur des partis politiques vénézuéliens.

Capriles appartient au courant idéologique d'extrême droite dont le chef de file au Venezuela est Alejandro Peña Esclusa, qui s'est fait arrêter à Caracas en possession de 900 grammes de C-4 et de détonateurs après avoir été dénoncé par le Salvadorien Francisco Chávez Abarca, un fin connaisseur du C-4, formé par Posada et extradé par la suite à Cuba.

Jean-Guy Allard

Traduit de l'espagnol par Investig'Action

La source originale de cet article est michelcollon.info

Copyright © Jean-Guy Allard, michelcollon.info, 2013

Articles Par : Jean-Guy Allard

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca